



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-D'anjou

Saint-Barthélemy-D'anjou, le 20 août 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SÉCATEURS PRADINES

1, rue Roger Devillé
ZI de Beauregard
49150 Baugé-En-Anjou

Références : 2025-416_SECATEURS PRADINE_INSP_RAP
Code AIOT : 0006311190

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/07/2025 dans l'établissement SÉCATEURS PRADINES implanté 1, rue Roger Devillé ZI de Beauregard 49150 Baugé-en-Anjou. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SÉCATEURS PRADINES
- 1, rue Roger Devillé ZI de Beauregard 49150 Baugé-en-Anjou
- Code AIOT : 0006311190
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

SECATEURS PRADINES est une entreprise spécialisée dans la fabrication d'outillage pour l'entretien des jardins et des vignes (différents types de sécateurs, des cisailles, des taille-haies, etc.).

Un dossier de mise à jour de la situation du site a été transmis en septembre 2017 suite à la séparation de la société DEVILLE SA en SECATEURS PRADINES et DEVILLE ASC. Le site SECATEURS PRADINES est soumis à autorisation pour le traitement thermique par bains de sels fondus (rubrique 2562.1). Les autres installations sont soumises à déclaration (travail mécanique des métaux, dégraissage lessiviel, vibro-abrasion, injection plastique notamment). Dans l'attente de la séparation administrative des 2 sites DEVILLÉ ASC et SÉCATEURS PRADINES, l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2000 reste applicable aux installations de SÉCATEURS PRADINES (pour les dispositions qui les concernent).

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 02/10/2000, article 8.8	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Consignes de sécurité - bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 02/10/2000, article 8.6	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
5	Vérification périodique des rétentions - installations de vibration	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article Annexe I - 4.8	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Gestion de déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Installation de vibration – prévention de la pollution des sols	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article Annexe I points 2.9 et 2.10	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
6	Installations électriques - périodicité contrôle	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A et 66-E	/	Sans objet
7	Installations électriques - conformité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A et 66-E	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place les actions permettant la levée des suites sur la prévention de la pollution des sols dans l'atelier vibration, et sur le suivi des déchets. Concernant le bassin de confinement, l'exploitant ne possède pas de droit d'exploitation et d'accès au bassin de confinement auquel le site est relié. En particulier, le confinement du site nécessite une manœuvre sur le dispositif d'obturation au niveau du bassin. Considérant ces éléments, il n'est pas assuré que l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées puissent être retenues dans le bassin lors d'un scénario accidentel. Une mise en demeure sera proposée à Monsieur le Préfet.

L'entretien des installations électriques a été vérifié en visite. L'exploitant procède au contrôle périodique annuel qui n'a pas révélé de défaillance électrique susceptible d'engendrer un risque d'explosion ou d'incendie sur le site. Un plan d'action pour la mise en conformité des défaillances est mis en place sur le site.

La visite d'inspection a également été l'occasion d'échanger sur les éléments du dossier 2017 pour la séparation des sites SECATEURS PRADINES (ex-DEVILLE SA) et DEVILLE ASC. En particulier, depuis l'arrêté préfectoral du 02/10/2000, quelques évolutions ont eu lieu sur le site :

- Une presse permettant de compacter les boues issues de l'activité rectification a été ajoutée au process. Cette installation permet de récupérer en partie le liquide de coupe qui peut être réutilisé après filtration (circuit fermé). Les galets formés par le compactage sont des résidus de poussières de métal et du liquide de coupe résiduel qui sont évacués du site en tant que déchets (vers filière de valorisation).
- Pour le refroidissement indirect des bains en ligne de trempe (serpentins), le site fonctionne désormais en circuit fermé. Le site ne fait donc plus usage des eaux industrielles issues de DEVILLE ASC (uniquement consommation eau de ville) et le process n'est plus source de rejets d'eaux industrielles.
- Concernant les rejets atmosphériques, un laveur gaz est installé depuis 2008 pour canaliser et traiter les vapeurs issues de l'activité de trempe et de revenu.

Le périmètre du site a par ailleurs évolué en dehors du contexte de séparation des deux sites avec l'ajout d'une parcelle désormais utilisée en guise de zone de stockage. L'exploitant a indiqué que le classement du PLU de cette parcelle doit être revu (parcelle aujourd'hui classée N). Une mise à jour du dossier de 2017 a été transmise à la suite de la visite intégrant les dernières modifications.

L'exploitant a également interrogé l'inspection sur le volet des obligations légales de débroussaillage (OLD) considérant la proximité du site avec une forêt privée. L'inspection rappelle à l'exploitant la mise à disposition d'informations relatives aux obligations légales de débroussaillage sur le site de la préfecture du Maine-et-Loire :

<https://www.maine-et-loire.gouv.fr/Demarches/Professions-reglementees/Professions-reglementees#!/Particuliers/page/F33298>

Le site est situé à moins de 200 mètres de la forêt et est donc visé par ces obligations légales.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2000, article 8.8
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : Sans objet
Prescription contrôlée : <p>Les installations sont équipées d'un bassin de confinement ou tout autre dispositif équivalent. Ce bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.</p>
Constats : <p>En visite 2020, l'inspection avait constaté que le bassin de confinement, anciennement exploité par le site DEVILLE SA désormais séparé en deux, n'était pas étanche (bassin enherbé, sans géomembrane). Le bassin appartenait à la commune et assurait également la régulation des eaux pluviales des sites DEVILLE ASC et SECATEURS PRADINES ainsi que des zones périphériques (habitations/activités).</p> <p>Il avait été demandé à l'exploitant de justifier du volume de bassin nécessaire à la rétention des eaux pour la lutte incendie du site et de s'assurer que le bassin pouvait contenir le volume nécessaire au site mais aussi celles de DEVILLE ASC et de la zone périphérique (habitations/activités). En cas d'insuffisance, un échéancier de mise en conformité du bassin était demandé.</p>

Par courrier du 29 avril 2024, la société DEVILLE ASC avait informé l'inspection que le bassin de confinement servirait pour les deux sites. Le dimensionnement du bassin devait considérer le volume du besoin en eau le plus contraignant des deux sites et l'emprise des deux établissements pour le volume d'eau associé aux intempéries (surface active pour une pluie de 10 litre/m²). En conséquence, le bassin est dimensionné pour un volume 1 096 m³. Le besoin en rétention calculé pour le site SECATEURS PRADINES en juin 2024 était de 547 m³. L'inspection avait relevé que le volume des besoins en eau utilisé dans le calcul était de 420 m³, et donc incohérent avec le calcul D9 de 431 m³ fourni (cf. constat n°11 du rapport d'inspection du 12 juillet 2024). Toutefois le dimensionnement du futur bassin est suffisant malgré cet écart de 11 m³.

En visite du 19 juin 2024, l'inspection avait constaté la rénovation en cours du bassin (agrandissement et rendu étanche). L'exploitant avait indiqué prévoir un achat en indivision du terrain et du bassin par les deux entreprises.

Des actions restaient à effectuer afin de séparer le réseau d'eaux pluviales du quartier des réseaux des sites DEVILLE ASC et SECATEURS PRADINES associés à la rétention. À ce titre, une convention signée le 12 décembre 2023 par la société DEVILLE ASC et la commune de BAUGE-EN-ANJOU avait été transmise à l'inspection par mail du 27 juin 2024. Dans cette convention, la commune s'engageait à effectuer des travaux de raccordement sur les eaux pluviales du quartier.

Par courrier du 19 mai 2025, SECATEURS PRADINES a informé l'inspection des travaux du bassin réalisés (agrandissement et étanchéification), cependant la vente du terrain aux deux entreprises était toujours en cours. Les règles d'accès et d'entretien du bassin n'étaient pas établies.

Lors de la visite du 23 juillet 2025, l'exploitant a informé des difficultés de procédures concernant la vente du terrain et du bassin, toujours en cours. Selon les dires de l'exploitant, cette vente est retardée du fait de l'absence de droit d'accès de SECATEURS PRADINES au bassin par le chemin longeant la parcelle concernée. Ce chemin appartenant à l'hôpital, une vente doit d'abord être opérée entre l'hôpital et la mairie pour la délivrance d'un droit d'accès à SECATEURS PRADINES et permettre la poursuite de la procédure de vente. Par mail du 29 juillet 2025, l'exploitant a transmis les échanges entre les parties prenantes de la vente.

L'exploitant a expliqué que dans l'attente de la vente des terrains et en l'absence de participation financière de SECATEURS PRADINES au bassin de rétention jusqu'à cette date, l'accès à celui-ci a été cadenassé par DEVILLE ASC. L'accès sécurisé a été vu en visite.

Par ailleurs, l'exploitant a informé l'inspection de la finalisation des travaux de dé-raccordement du réseau d'eaux pluviales du quartier avec le réseau des deux entreprises. Aussi, les 3 sorties d'eaux pluviales du site et une sortie de réseau de DEVILLE ASC ont été raccordées en un seul réseau au niveau de la RUE ROGER DEVILLE, dirigé vers le bassin de rétention. Les travaux démarrés début avril et finalisés en juillet ont pu être observés en visite. L'exploitant n'a pas pu transmettre de justificatifs (factures, plan de réseaux) permettant de confirmer la séparation définitive des réseaux des zones périphériques avec les réseaux des deux entreprises.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

⇒ **Les justificatifs de séparations des réseaux des zones périphériques avec les réseaux des deux entreprises sont attendus (factures et plans).**

⇒ **Considérant que l'exploitant n'est actuellement pas en mesure de justifier son droit d'utilisation du bassin et donc de la mise en rétention des eaux susceptibles d'être polluées en cas de sinistre (réseau raccordé mais manœuvre de la vanne d'obturation du bassin impossible), l'inspection va proposer une mise en demeure à SECATEURS PRADINES d'obtenir un dispositif opérationnel permettant la rétention du site en cas de sinistre (incendie, déversement accidentel).**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

N° 2 : Consignes de sécurité - bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2000, article 8.6
Thème(s) : Risques accidentels, Déversement accidentel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Consignes de sécurité - formation</p> <p>Des consignes précisant les modalités d'application du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichée dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - les mesures à prendre en cas de déversement accidentel de liquides, - les procédures d'arrêt d'urgence, <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - les procédures d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. <p>[...]</p> <p>L'exploitant doit s'assurer de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.</p> <p>L'exploitant doit veiller à la formation et à la qualification de son personnel notamment dans le domaine de la sécurité. [...] Il s'assure que les consignes précitées sont connues du personnel.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué effectuer mensuellement des exercices avec le personnel à l'aide de scénarios pré établis. Une fiche de vérification est effectuée à la suite de chaque exercice. Le tableau répertoriant les différents scénarios et une fiche de vérification en date du 20/06/2024 ont été vus. Le scénario exercé concernait la mise en rétention du site avec la fermeture de la vanne d'obturation du bassin (sans manipulation au niveau du bassin).</p> <p>Il a été indiqué à l'inspection qu'il n'existe pas encore d'affichage spécifique au niveau de la vanne permettant de rappeler les consignes pour la mise en rétention du bassin.</p> <p>La fermeture de la vanne du bassin est une compétence réservée au personnel de seconde intervention ayant suivi une formation en interne sur le sujet. Les équipiers de seconde intervention sont également les seuls compétents pour la coupure en énergie du site.</p> <p>Une nouvelle procédure est en cours de formalisation intégrant les dernières modifications (manœuvre du bassin de rétention).</p> <p>Hors heures ouvrés, une réflexion est en cours pour obtenir un report d'alerte des détecteurs de fumées vers une personne d'astreinte, compétente pour les manœuvres de coupure d'énergie et mise sous rétention du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>⇒ L'exploitant transmettra la procédure incendie mise à jour pour les heures ouvrées et hors heures ouvrées du site. L'inspection rappelle que la mise sous rétention du site peut être nécessaire en dehors d'un scénario incendie (exemple perte de confinement d'une cuve ou autre déversement accidentel).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

N° 3 : Gestion de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
--

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : Sans objet
Prescription contrôlée : <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m³ ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10¹ du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
Constats : <p>En visite 2024, il avait été constaté que les données figurant dans le registre des déchets dangereux</p>

répondaient aux prescriptions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021. Pour le registre des déchets non dangereux, certaines informations restaient à ajouter, notamment pour l'identification du prestataire qui enlève et traite les déchets.

Par courrier du 19 mai 2025, l'exploitant a transmis le registre 2024/2025 complété.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Installation de vibrage – prévention de la pollution des sols

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article Annexe I points 2.9 et 2.10

Thème(s) : Risques accidentels, Déversement accidentel

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : Sans objet

Prescription contrôlée :

AM du 30/06/1997 - Annexe I point 2.9

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. [...]

AM du 30/06/1997 - Annexe I point 2.10

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal, soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres, si cette capacité excède 800 litres.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales. Elle est munie d'un déclencheur d'alarme en point bas.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

AP du 02/10/2000

Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Constats :

La procédure de vidange des bols des installations de vibrage expliquée en visite 2024 amenait à un stockage temporaire dans la rétention du local. Un flotteur, situé dans cette rétention, déclenchait automatiquement une pompe en cas de liquide présent dans celle-ci. L'huile usagée était pompée

de la rétention vers un GRV qui possédait sa propre rétention.

Il était rappelé à l'exploitant que :

- une rétention servant à recueillir les déversements accidentels ne peut pas être considérée comme un réservoir de stockage. La rétention doit rester vide pour assurer sa fonction et retenir les éventuelles fuites ou déversements accidentels ;
- la rétention doit être munie d'un déclencheur d'alarme point bas ;
- l'activation de la pompe ne peut se faire que manuellement.

Par courrier du 19 mai 2025, l'exploitant a transmis la nouvelle procédure qui a été rappelée en visite. Ainsi, l'huile usagée est directement pompée dans le bol de vibration et recueillie dans un récipient situé sur un chariot. Le chariot est ensuite placé sur les caillebotis recouvrant la rétention du local de vibration. Désormais, les robinets de vidange des chariots sont remplacés par des bouchons, ne laissant pas la possibilité de déversement des liquides au sol. La pompe de vidange est directement placée dans le récipient du chariot. Le déchet ne transite plus par la rétention, mais est directement refoulé dans la cuve de déchet (GRV).

Cette procédure est affichée au poste et a été vue en visite.

Il n'y a plus de pompage automatique de la rétention en cas de détection de liquides. Une alarme sonore a été asservie au flotteur placé en point bas de la rétention et signale aux opérateurs la présence de liquide. L'opérateur actionne manuellement le pompage jusqu'à la vidange complète de la rétention.

Observation : L'inspection a observé un fond de liquide dans la rétention qui ne peut pas être aspiré par la pompe.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Vérification périodique des rétentions - installations de vibration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article Annexe I - 4.8

Thème(s) : Risques accidentels, Déversement accidentel

Prescription contrôlée :

Consignes d'exploitation

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

[...]

- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;

[...]

Constats :

Le détecteur point bas n'a pas pu être testé en visite, mais le test d'alarme sonore a été effectué. L'exploitant ne procède pas à la vérification périodique du bon fonctionnement du détecteur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

⇒ Une procédure de vérification est à mettre en place, celle-ci peut être associée au contrôle de l'étanchéité de la rétention. Les vérifications doivent être consignées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

N° 6 : Installations électriques - périodicité contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A et 66-E

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Installations électriques. A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées. Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. E.-Conditions d'application du présent article. [...] Les dispositions du point A sont applicables au 1 ^{er} juillet 2023. [...] Constats : Le site procède à la vérification annuelle des installations électriques ainsi qu'au contrôle par thermographie infrarouge (tableau de suivi de périodicité de contrôle vu en visite). Le Q19 du contrôle effectué le 26 mars 2025 a été vu ainsi que les rapports des installations électriques 2024. La vérification des installations électriques est effectuée par un organisme certifié COFRAC, accrédité pour la vérification périodique des installations électriques permanentes, sans modification de structure (cf. code du Travail articles R. 4226-1 à R. 4226-13 et R.4226-16). À titre indicatif, le contenu des vérifications et du rapport de vérification des installations électriques demandés par le code du travail est indiqué dans l'arrêté ministériel du 26 novembre 2011. L'article 3 précise la périodicité annuelle de ce contrôle. La périodicité des vérifications est respectée. Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Installations électriques - conformité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A et 66-E
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Installations électriques. A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées. Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

E.-Conditions d'application du présent article.

[...]

Les dispositions du point A sont applicables au 1^{er} juillet 2023.

[...]

Constats :

Le dernier rapport Q19 du contrôle effectué le 26 mars 2025 a relevé une observation de priorité 2. L'exploitant a montré la tâche maintenance n°014993 effectuée le 10 avril 2025 pour la mise en conformité de l'installation (transmise par mail du 29/07/2025).

Les rapports du contrôle des installations électriques effectué en décembre 2024 ont relevé les observations suivantes :

- bâtiment A5 : 5 observations dont 4 déjà signalées,
- bâtiment A6 : 2 observations,
- bâtiment A7-A8 : 6 observations dont 5 déjà signalées,
- Atelier Penlec : 2 observations déjà signalées.

Les Q18 associés indiquent que les vérifications sont complètes et que les installations électriques ne sont pas susceptibles d'engendrer des risques d'incendie et d'explosion.

Un plan d'action a été vu en visite. La priorisation des actions est effectuée en gardant les critères de priorisation de l'organisme vérificateur (U1 à U3). L'exploitant n'a pas pu transmettre le plan d'action à la suite de la visite dans les temps impartis.

Observation : Le plan des actions de mise en conformité des installations électriques sera transmis à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite